Décision n° 4325 - MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE c/ M. J.

Séance du 4 novembre 2024

Lecture du 2 décembre 2024

M. J., employé de la société Orange en qualité de fonctionnaire, a été victime d'un accident de la circulation qui a été reconnu imputable au service en tant qu'accident de trajet. Une allocation temporaire d'invalidité lui a été attribuée au titre des séquelles de cet accident. Parallèlement, par une transaction conclue avec l'assureur du tiers responsable, laquelle ne fait pas mention des sommes perçues au titre de l'allocation temporaire d'invalidité et ne réserve pas la créance de l'Etat, M. J. a reçu une indemnité en réparation de ses préjudices personnels, incluant une somme au titre d'un déficit fonctionnel permanent résultant de l'accident.

Un titre de perception a été émis à l'encontre de M. J. au motif d'une double indemnisation du poste de déficit fonctionnel permanent. Après le rejet de sa réclamation formée contre ce titre, M. J. a saisi les juridictions administratives aux fins d'être déchargé de la somme en litige. Saisi sur pourvoi en cassation du ministre de l'économie, le Conseil d'Etat a, par application de l'article 35 du décret du 27 février 2015, renvoyé au Tribunal des conflits le soin de décider sur la question de compétence.

Il résulte de l'article 65 de la loi du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires de la fonction publique, dans sa rédaction applicable au litige, désormais codifié à l'article L. 824-1 du code général de la fonction publique, que l'allocation temporaire d'invalidité relève d'un régime administratif d'indemnisation en cas d'accident de service ou de maladie professionnelle, et constitue une prestation inhérente au statut de fonctionnaire. Il s'ensuit que le reversement d'un trop-perçu au titre de l'allocation temporaire d'invalidité constitue une créance publique.

Dès lors, le Tribunal retient la compétence du juge administratif, quand bien même l'administration aurait, en l'espèce, entendu fonder sa demande en répétition sur la subrogation de l'Etat dans les droits de M. J. et sur la loi du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation.